Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

De la République et des faux apôtres de la «décence protocolaire»

Contrairement à ce que vient d'affirmer l'énigmatique big-boss Haddad lorsqu'il se mêle de politique, les signataires de l'appel au président de la République ne sont surtout pas des «salonnards» lorsqu'il prétend user d'une élégante insulte pour les disqualifier.

La plupart d'entre eux n'incarnent-ils pas l'excellence dans le patriotisme qui est la qualité morale la moins bien partagée par les politiciens qui se déploient comme des nervis, de nos jours, afin de mieux «bunkériser» le palais ? Inquiets de la dégradation de la situation prévalant au sommet du pouvoir, ces citoyens au-dessus de tout soupçon, ont estimé impératif de sortir de leur réserve en allant au-devant de la difficulté qui consiste à rencontrer Bouteflika mais aussi de l'entretenir de vive voix. Mais, parce que l'initiative valait son pesant d'audace pour les gardiens du temple, elle devint ipso facto un crime de lèse-majesté dans les réquisitoires des Saâdani et Ouyahia, entre autres.

En dépit de la multiplication des déclarations infirmant les assertions malveillantes, le harcèlement par le canal de faux réseaux «sociaux ?» parvint à inoculer le syndrome de la culpabilité au point de pousser certains signataires, fragilisés par l'injuste dénigrement, à renoncer à leur présence parmi les initiateurs. Etonnamment, c'est de l'agressivité de la campagne menée contre une proposition éminemment citoyenne que l'idée même de soumettre le pouvoir politique au test de l'éthique et de la morale vient de gagner la première bataille. Ceci est tellement vrai que l'opinion a, quelque part, pris fait et cause pour les scrupules des vieux combattants pour la liberté de ce pays qui sont les Guerroudj, Zohra Drif et Fettal et à la culture citoyenne de l'intellectuel Boudjedra et du professeur Aberkane.

Désormais, dans le choc frontal qui jusque-là s'illustrait dans la structuration progressive d'une opposition politique, il faudra accoler à la marge ce «manifeste des 19» qui détient la preuve par l'hostilité qu'il suscite que le cas de Bouteflika ne relève plus de la «raison d'Etat» mais du mensonge anticonstitutionnel. Justement, l'épisode de sa maladie (décembre 2005) puis les rechutes qui s'ensuivirent jusqu'à la lourde invalidité après l'attaque cérébrale subie en avril 2013 n'ont-ils pas mis en lumière la triste vanité des institutions et de leur usage comme un paravent à l'émergence d'oligarques contrôlant les manettes de l'économie nationale. D'où l'interrogation centrale qui revient sur le tapis toutes les fois où des circonstances identiques exigent une réponse à la fameuse clause non écrite du secret d'Etat.

Dans le cas de Bouteflika, l'on se demande jusqu'où les hautes sphères du pouvoir sont-elles moralement à l'aise en entretenant la désinformation alors que l'Etat sombre et que ses institutions deviennent des repaires du pillage légalisé ? Ce sont des dilemmes de ce genre que la plupart des régimes eurent à trancher exceptionnellement. Souvent, les résultats de cette chirurgie par l'éthique se sont avérés lamentables, mais seulement dans les cas où le pourrissement politique a fini par prendre le dessus. Et c'est dans cette perspective que s'achemine actuellement l'Algérie quand ceux qui prétendent être dépositaires d'une parcelle de responsabilité pratiquent un quasi isolement politique d'un Président malade !

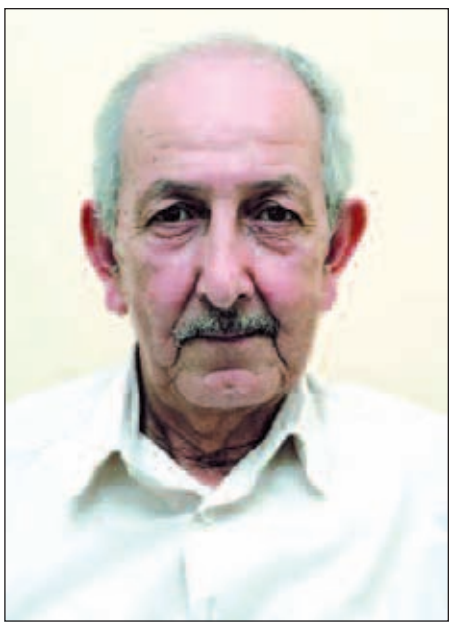
Il est vrai que lorsqu'il s'agit de la personne physique du chef de l'Etat, la frontière entre «espace» privé et vie publique se révèle extrêmement floue. Or justement, c'est à travers le juste équilibre entre ces deux nécessités que s'étalonnent les bonnes institutions d'un pays et que se révèle publiquement la probité des dirigeants. La capacité de concilier la confidentialité de la vie privée du personnage sans être dangereusement une police de la manipulation et de la censure aurait permis d'épargner à ce pays ce torrent de suspicions à l'origine de toutes les fractures sociales.

Un «Etat de bandits», répète-t-on partout dans le pays, aussi bien chez les vrais salonnards qu'un hurluberlu voulait faire rimer avec «salopards» que dans les cafés miteux des cités de la réclusion.

Une unanimité qui accuse, pour des raisons différentes certes, le personnel en charge des affaires publiques, d'être de mèche dans un processus de confiscation de l'appareil d'Etat à l'insu même du Président. Et c'est précisément cette coterie détenant les clés de la résidence du chef de l'Etat qui est intelligemment sommée par un panel apolitique de lui ouvrir le passage vers le Président afin de se faire une religion exacte du mode de fonctionnement de ce pouvoir inédit qui s'impose au pays depuis deux années. Sauf qu'il est difficile de convaincre les faux apôtres de «la décence protocolaire» lesquels ripostent par les arguments spécieux.

Un piteux exercice qui, en définitive, a mis les rieurs du côté de la délégation éconduite en lui reconnaissant le mérite d'avoir mis au jour les dessous d'une vaste conjuration politique.

B. H.



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

La Dictature du Moins et les Maîtres Obscurs de la Soustraction !

Saâdani sur Ennahar TV qui rend hommage au CNES de feu Mentouri. Purée ! L'éloge du…

… Frites-omelette au caviar !

Le vendredi 13 a encore frappé. Il a été fatal aux 19 ! Sans qu'on ait vu venir la terrible calculatrice à une fonction, la soustraction, un appareil authentiquement «Made in Bladi», la liste des 19 qui voulaient «savoir-si-Abdekka-savait» s'est vu amputée – allez savoir pourquoi j'ai failli écrire ponctionnée – de trois de ses membres. Et zou ! De 19, ils se retrouvent 16 et non pas 2000 comme dans le Orly de Brel. La calculatrice à une seule fonction, la soustraction est cependant multi-usage. Ceux qui la détiennent peuvent s'en servir à volonté. Quel est l'intérêt, me direz-vous, de faire joujou avec une calculatrice qui n'a qu'un seul bouton, celui du «Moins» ? Vu sous cet angle, il est vrai que ça peut paraître stupide. Mais tout le monde ne voit pas le… monde sous et par le même angle. On ne regarde pas les choses pareillement selon que l'on soit en bas, dans la vallée non verdoyante ou en haut, dans le palais récemment doté d'un tout nouveau périmètre de sécurité. Sur la butte surplombée d'une maison blanche, le Moins est une arme absolue, et la calculatrice mono-fonction un outil de destruction massive. Car dans ce Palais, les seuls tableaux et œuvres d'art qui ornent les murs, c'est une barre noire, des fois rouges, de forme rectangulaire et qui occupe les trois quarts de la toile, sur la longueur : moins de liberté. Moins d'espace de vie. Moins de vie. Moins de droits. Moins de connaissances. Moins de fenêtres sur le monde. Moins de fenêtres tout court. Moins de soins. Moins d'oxygène pour la vallée. Moins de soleil. Moins de joie. Moins… enfin, en gros et dans le détail, la DM, la Dictature du Moins, a une calculatrice féroce et terriblement efficace. Elle vient d'en fournir une nouvelle preuve en abattant son pouvoir «soustractionnel» sur la liste des 19. Et mon petit doigt me dit que cet outil du Moins va faire … plus, beaucoup plus dans les heures qui viennent. Et des 16 rescapés actuels, la liste des 19 originels va peut-être passer à 14 demain, voire à… Moins encore dimanche et les jours suivants. Que faudrait-il pour que ce jeu de massacre cesse ? Je n'en sais fichtrement rien. Moi, très tôt, j'ai compris que les maths, ce n'était franchement pas mon truc. Et je me suis donc résolument fâché avec les petits et grands calculs. Me contentant juste de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.